

<https://ricochets.cc/Gilets-jaunes-le-regime-annonce-une-nouvelle-escalade-repressive.html>



Gilets jaunes : le régime annonce une nouvelle escalade répressive !

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 18 mars 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

NOUVELLE ESCALADE RÉPRESSIVE

- ▶ Le droit de manifester encore plus menacé -

([Source : un post de Nantes Révoltée](#))

Jusqu'où iront-ils ? Profitant de l'intense campagne médiatique suite à la manifestation du samedi 16 mars sur les Champs-Élysées, le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle batterie de mesures contre le droit de manifester. Pourtant la loi dite « anti-casseurs » vient d'être votée, et sera probablement mise en application dans les prochains jours. **Mais le gouvernement, en roue libre, veut aller encore beaucoup plus loin contre les libertés.**

Quelques annonces du Premier Ministre :

- ▶ La « dispersion » systématique des « attroupements », c'est à dire des rassemblements ou manifestations spontanés. C'est une définition très large, car tout regroupement non déclaré en préfecture peut-être considéré comme un attroupement.
- ▶ Pérennisation et augmentation des Détachements d'Action Rapide. Le Premier Ministre a annoncé le renforcement des DAR, ces groupes de policiers en civils, cagoulés et surarmés, composés de membres de la BAC et de la BRI, qui chargent, attaquent et tirent sur les cortèges. Ces unités sont responsables de la grande majorité des mutilations et des arrestations depuis trois mois. C'est donc un tournant assumé de la doctrine du maintien de l'ordre : attaquer les manifestants plutôt que les repousser.
- ▶ La police ira « au contact » des manifestants. Ce sont les mots du Premier Ministre avant d'ajouter « nous exposerons nos forces à des contacts plus durs ». Le gouvernement assume donc entièrement l'explosion du nombre de mutilés par la police de ces dernières semaines, mais aussi la forte probabilités de provoquer des morts lors des prochaines mouvements sociaux.
- ▶ Utilisation renforcée du LBD. Le gouvernement conteste les « polémiques » autour des armes de la police, qui auraient, selon Édouard Philippe, empêché un maintien de l'ordre efficace samedi 16 mars. Retour en force des tirs contre les cortèges.
- ▶ Interdiction de manifester dans des zones des centre-villes, comme le Capitole à Toulouse, Pey Berland à Bordeaux, les Champs-Élysées à Paris. Cette pratique est déjà largement appliquée depuis des années à Nantes ou Rennes, et n'est donc pas vraiment nouvelle.
- ▶ Renforcement de la lutte contre les « ultras ».
- ▶ Utilisation renforcée de drones et d'outils « marquants » pour arrêter des manifestants.
- ▶ Augmentation des contraventions contre les manifestants.
- ▶ Menaces contre les « personnalités » Gilets Jaunes qui appelleraient à des manifestations.

- ▶ Edouard Philippe a indiqué avoir donné des instructions pour que les éventuels appels à la violence émanant de « personnalités » du mouvement soient systématiquement signalées à la justice par le ministère de l'intérieur.
- ▶ Menaces contre les réseaux sociaux qui se rendraient « complices » des violences. On imagine aisément l'usage d'une telle mesure contre vos pages facebook préférées.

En bref : plutôt que d'écouter la colère qui s'exprime depuis 4 mois, le pouvoir assume chaque jour un peu plus une politique autoritaire. Ici, un maintien de l'ordre de plus en plus militarisé et violent, et un droit de manifester quasiment réduit à néant.

Il est donc urgent d'obtenir la démission de ce gouvernement, avant de ne plus pouvoir bouger du tout.



Nouvelle escalade répressive du régime

Commentaire perso :

On constate que « les libertés » qui nous sont accordées au compte goutte après des luttes acharnées nous sont vite retirées dès qu'on a le culot de les utiliser pour se libérer et renverser l'ordre établi autoritaire et destructeur.

La liberté, c'est fait pour consommer, pour choisir entre le produit X ou Y, pour manifester gentiment entre les rangs de CRS et de services d'ordre, pas pour changer DE système, dixit Big Brother Castaner Macron and co.

Les fausses démocraties justifient leur existence par « les libertés », mais dès qu'on s'en saisit pour de bon pour exiger la démocratie réelle, la justice sociale et écologique, l'autoritarisme tendance dictature et le terrorisme d'Etat reviennent au galop.

On assiste à présent clairement au retour sinistre aux vieilles habitudes sanguinaires de l'Etat et des possédants, celles du massacre des communards en 1871 ! :

- ▶ Voir l'article [Depuis la Commune de Paris, la démocratie empêchée par les bourgeois et oligarques](#)

Extrait :

On voit bien que les "républicains « modérés », très hostiles à des réformes sociales égalitaires et à toute idée de démocratie directe" auteurs/complices des massacres de milliers de communards de 1871 sont les mêmes qui aujourd'hui défendent Macron, disent qu'on est "en démocratie", défendent la police même quand elle tue et mutilé, et appellent policiers et militaires à faire usage de leurs armes comme Luc Ferry.

Ces "républicains « modérés »", dont Le Monde est un exemple archétypique veulent garder Les Marchés et une démocratie d'apparences, ces "républicains « modérés »" ont peur de la démocratie, ils n'en veulent pas, ils en sont fondamentalement ennemis, de même, ces "républicains « modérés »" sont fondamentalement ennemis de toute remise en cause profonde du système économique capitaliste.

Les plus progressistes d'entre eux veulent bien à la rigueur des améliorations, des réformes, plus de droits pour les pauvres, mais ils seront toujours farouchement opposés à la démocratie directe ou semi-directe, à l'expropriation des riches et possédants au profit de structures autogérées collectives hors du Marché.

Ces "républicains « modérés »" (Le Monde, Benoît Hamon) ou extrémistes (Macron, Collomb, Ferry, Castaner) sont pris dans une contradiction insoluble.

Ils constatent avec désarroi et réticences que leur monde pourri part en vrille, qu'il détruit l'humain, le climat et la planète vivante, pourtant ils continuent mordicus à s'y accrocher, à (se) mentir, à manipuler, à croire en des illusions et impasses, à le défendre et à vouloir détruire, s'il le faut par le canon, celles et ceux qui s'efforcent comme ils peuvent de détruire leur monde foutu et d'en construire d'autres.

Ces gens sont des anachronismes dangereux et criminels, nous devons les mettre hors d'état de nuire au plus vite, c'est à dire les virer tous définitivement de tout poste de pouvoir.

Mais surtout, nous devons imposer un changement radical de toutes les structures, pour qu'ils ne puissent pas perdurer ni revenir par une porte dérobée.

- ▶ Article complet et référence de l'article de rappels historiques publié par Acrimed sur : [Depuis la Commune de Paris, la démocratie empêchée par les bourgeois et oligarques](#)